

**Comité du Bassin d'Emploi
du Sud Luberon
180 rue Philippe de Girard
84120 PERTUIS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2015**

COMITE DU BASSIN D'EMPLOI DU SUD LUBERON
Association C.B.E.
180 rue Philippe de Girard
84120 PERTUIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

Aux Membres de l'Association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le **31 Décembre 2015**, sur :

- le contrôle des comptes annuels de **l'Association C.B.E. Comité du Bassin d'Emploi du Sud Luberon**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

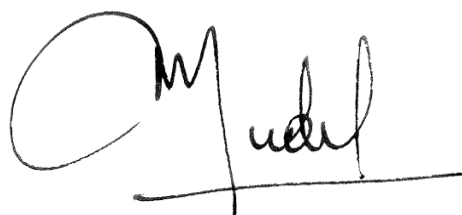
III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité, et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

A Marseille, le 18 Mars 2016

SARL AUDIT FINANCE CLERE ET ASSOCIES
Michel TUDEL
Gérant

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michel Tudel', with a horizontal line underneath.

Désignation de l'entreprise : Comité de Bassin d' Emploi du Sud-Luberon	Néant : <input type="checkbox"/>
Adresse de l'entreprise :	
Numéro SIRET* : 32 667 680 600 069	Code APE : 913E
Durée de l'exercice en nombre de mois* : 12	Durée de l'exercice précédent* : 12

ACTIF		Brut 1	Amortissements-Provisions 2	Exercice N, clos le :			
				31/12/2015	Exercice N-1 clos le : 31/12/2014		
		Net 3	Net 4				
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles	010		012			
	Fond commercial*						
	Autres	014	4 946	016	3 244	1 703	
	Immobilisations corporelles*	028	23 083	030	7 589	15 494	
	Immobilisations financières* (1)	040	2 013	042		2 013	
TOTAL I (5)		044	30 042	048	10 833	19 210	
ACTIF CIRCULANT	Matières premières, approvisionnements, en cours de production*	050		052			
	Marchandises*	060		062			
	Avances et acomptes versés sur commandes	064		066			
	Créances (2)	Clients et comptes rattachés*	068	139 473	070		57 480
		Autres* (3)	072		074		13 000
	Valeurs mobilières de placement	080		082			
	Disponibilités	084	42 710	086		132 569	
	Charges constatées d'avance*	092		094			
TOTAL II		096	182 183	098	190 049	192 485	
TOTAL (I + II)		110	212 225	112	10 833	209 259	

PASSIF				Exercice N NET		Exercice N-1 NET	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel*	120					
	Écarts de réévaluation	124					
	Réserve projet associatif	126		105 999	102 841		
	Réserves réglementées*	130					
	Subvention d'investissement 2 290,58 amortissement 794,4	131)	1 496			
	Report à nouveau	134					
	Résultat de l'exercice	136		4 269	3 158		
	Provisions réglementées	140					
	TOTAL I		142		111 764	105 999	
	TOTAL II						
Povisions pour risques et charges							
	Emprunts et dettes assimilées	156		12 565			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164		43 560			
	Fournisseurs et comptes rattachés*	166		12 624	35 542		
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N :)	169)	28 746	32 428		
	Produits constatés d'avance	174			28 156		
TOTAL III		176		97 495	96 126		
TOTAL (I + II + III)		180		209 259	202 125		

RENVois	(1) Dont immobilisations financières à moins d'un an		(4) Dont dettes à plus d'un an	
		193		195
	(2) Dont créances à plus d'un an	197	(5) Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice*	182
(3) Dont comptes courants d'associés débiteurs	199	Prix de vente hors T.V.A. des immobilisations cédées au cours de l'exercice*	184	

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du code général des impôts)

Désignation de l'entreprise **Comité de Bassin d'Emploi Sud-Luberon**

Néant :

A - RÉSULTAT COMPTABLE

		Exercice N, clos le : 31/12/2015 1		Exercice N-1 clos le : 31/12/2014 2		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	209		210		
	Production vendue	{ biens services*	dont export et livraisons intracommunautaires	215		
				217		
	Production stockée*	(Variation du stock en produits intermédiaires produits finis et en cours de production)		218	274 570	249 858
	Production immobilisée*			222		
	Subventions d'exploitation reçues			224		
	Autres produits			226	29 484	26 118
			230	26 669	32 006	
	Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)			232	330 722	307 982

CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)			234		
	Variation de stock (marchandises)*			236		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)			238		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)*			240		
	Autres charges externes* :	(dont crédit bail : - mobilier : - immobilier :)		242	119 078	106 417
	Impôts, taxes et versements assimilés	(dont taxe professionnelle* 243)		244	721	556
	Rémunération du personnel*			248	154 398	129 902
	Charges sociales (cf. renvoi 380)			250	40 875	39 999
	Dotations aux amortissements*			252	6 504	2 310
	Dotations aux provisions			254	3 576	17 672
	Autres charges externes* :	(dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger* 259)		256		
		Total des charges d'exploitation (II)			264	325 151

1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)

PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers	(III)	280	169	476
	Produits exceptionnels	(IV)	290	18 541	1 580
	Charges financières	(V)	294	147	
	Charges exceptionnelles	(VI)	300	10 860	2 164
	Intéressement des salariés	(VII)	306	9 006	7 860

2 - BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) - Charges (II + V + VI + VII)

			310	4 269	3 158
--	--	--	-----	--------------	--------------

B - RÉSULTAT FISCAL Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2

Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*		312		314
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles		316		
	Provisions non déductibles*		318		
	Impôts et taxes non déductibles* cf nouveautés page 7 de la notice 2033.not)		322		
Déductions	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés	247		écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* 248	
	Entreprise nouvelles (44. sexies)	986		Zone franche urbaine (44. octies) 987	Zone franche Corse (44. décies) 988
	Reprise d'entreprises en difficulté (44 septies)	981		Jeune entreprise innovante (44. sexies A) 989	Pôle de compétitivité (44. undécies) 990
	Divers*, dont investissements outre-mer	344		créance due au report en arrière du déficit* 346	

RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS Bénéfice col. 1 Déficit col. 2

Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière (Entreprises I.S. seulement)		352		354
	Déficits antérieurs reportables : dont imputés sur le résultat :				360

RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS Bénéfice col. 1 Déficit col. 2

Primes et cotisations complémentaires facultatives	381		Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant* :	380		n° du centre de gestion agréé :	388
Montant de la T.V.A. collectée	374		Effectif moyen	376	4	dont apprentis :	
Montant de la T.V.A. déductible sur biens et services (sauf immobilisations) :	378		Montant des prélèvements personnels de marchandises*	399			

I		IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale *	
ACTIF IMMOBILISÉ												Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice	
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406					
	Autres	410	4 946	412		414		416	4 946				
Immobilisations corporelles	Terrains	420		422		424		426			0		
	Constructions	430		432		434		436			0		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440		442		444		446			0		
	Installations générales agencements divers	450	9 426	452	7 996		2 299	456	15 123				
	Matériel de transport	460		462		464		466			0		
	Autres immobilisations corporelles	470	6 720	472	6 065	474	4 825	476	7 960				
Immobilisations financières		480		482	2 013	484		486	2 013				
TOTAL		490	21 092	492	16 074	494	7 124	496	30 042		0		
II		AMORTISSEMENTS		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentation : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES													
Immobilisations corporelles	Immobilisations incorporelles	500		771	502	2 473	504		506		3 244		
	Terrains	510			512		514		516		0		
	Constructions	520			522		524		526		0		
	Installation techniques matériel et outillage industriels	530			532		534		536		0		
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540	5 192	542	1 872	544	2 299	546	4 765				
	Matériel de transport	550		552		554		556	0				
Autres immobilisations corporelles	560	5 490	562	2 159	564	4 825	566	2 823					
TOTAL		570	11 452	572	6 504	574	7 124	576	10 833				
III		PLUS-VALUES, MOINS VALUES		(15 %, 8 % et 0 % (1) pour les entreprises à l'IS, 16 % pour les entreprises à l'IR) (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)									
Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.		Valeur d'actif *	Amortissements *	Valeur résiduelle	Prix de cession *	Plus ou moins-values							
						Court terme *	Long terme						
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
TOTAL		578	580	582	584	586	588	590	592				
Régularisations *													
Résultat net de la concession de licences d'exploitation de droits de la propriété industrielle bénéficiant du régime des plus-values à long terme (CGI art 39 terdecies).													
TOTAL		596											598

(1) pour les exercices ouverts à compter du 01/01/06, les sociétés qui réalisent des plus ou moins-values à long terme doivent joindre à leur déclaration le détail des ventilations entre les plus ou moins-values relevant du taux de 15 %, celles relevant du taux 8 % et du taux 0 %. Le taux de 0 % s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007 pour les plus-values sur titres de participation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-N0T.

RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS REPORTABLES

 Formulaire obligatoire (article 53A du Code général des impôts). Désignation de l'entreprise : **Comité de Bassin d'Emploi Sud-Luberon** Néant :

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

A NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607	
	Autres provisions réglementées	610		612		614		616	
Provisions pour risques et charges		620		622		624		626	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636	
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646	
	Sur clients et comptes rattachés	650	17 672	652	3 576	654	17 672	656	3 576
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666	
TOTAL		680	17 672	682	3 576	684	0	686	3 576

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	Dotations		Reprises	
Immob. Incorporelles	700		705	
Terrains	710		715	
Constructions	720		725	
Inst. techniques mat. et outillage	730		735	
Inst. générales, agencements amén. div.	740		745	
Matériel de transport	750		755	
Autres immobilisations corporelles	760		765	
TOTAL	770		775	

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT (Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033-B		780

II DÉFICITS REPORTABLES

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	982
Déficits imputés	983
Déficits reportables	984
Déficits de l'exercice	985
Total des déficits restant à reporter	986

(1) Cette case comprend le total des lignes 870 et 960 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.



N° 11483*08

16

**DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE
PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE**D.G.I. N° 2033-E **7**Formulaire obligatoire (article
53A du Code général des
impôts).

Désignation de l'entreprise : Comité de Bassin d'Emploi Sud-Luberon		Néant : <input type="checkbox"/>
Exercice ouvert le :	01/01/2015	et clos le 31/12/2015 Durée en nombre de mois 12
I - PRODUCTION DE L'ENTREPRISE		
Ventes de marchandises	961	
Production vendue - Biens (dont transferts de charges afférentes à des achats de biens déductibles de la valeur ajoutée).	962	
Production vendue - Services (dont transferts de charges de personnel et transferts de prestations déductibles de la valeur ajoutée).	963	273 670
Production stockée	964	
Production immobilisée	965	
Subventions d'exploitation perçues	966	29 484
Autres produits	967	26 669
TOTAL A	968	329 823
II - CONSOMMATIONS DE BIENS ET SERVICES EN PROVENANCE DE TIERS (1)		
Achats de marchandises (droits de douanes compris)	969	
Variation de stock (marchandises) *	970	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douanes compris)	971	
Variation de stock (matières premières, approvisionnements)	972	
Autres achats et charges externes à l'exception des loyers	973	109 178
Fraction des loyers à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle	974	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	985	
Autres charges	975	
Taxes sur le chiffre d'affaires autres que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs, etc) taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers	976	
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle	977	
TOTAL B	978	109 178
III - VALEUR AJOUTÉE PRODUITE		
TOTAL A - TOTAL B	979	220 645
* voir notice au verso		
<p>Pour les entreprises de crédit, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).</p> <p><small>* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.</small></p>		

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 969 à 974 et 976 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 965, portées en ligne 985.

Préambule

L'exercice clôturé au 31 12 2015 a une durée de 12 mois.

Cet exercice présente un montant total du bilan de 202 259 €
Et dégage un résultat de 4 269 €

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 17 02 2015 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles et Méthodes Comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ainsi qu'au règlement 99-03 du CRC relatif au PCG.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de leur durée de vie économique.

b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

c) Stocks

Non Applicable.

d) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Faits significatifs de l'exercice

NEANT

BILAN SYNTHÉTIQUE

ACTIF	2015	%	2014	%
Immobilisations incorporelles	1 703	0,81%	4 176	2,07%
Immobilisations corporelles	15 494	7,40%	5 464	2,70%
Immobilisations financières	2 013	0,96%		
ACTIF IMMOBILISÉ	19 210	9,18%	9 640	4,77%
Stocks				
Créances	57 480	27,47%	149 776	74,10%
Disponibilités	132 569	63,35%	42 709	21,13%
ACTIF CIRCULANT	190 049	90,82%	192 485	95,23%
Comptes de régularisation				
TOTAL ACTIF	209 259	100,00%	202 125	100,00%
PASSIF				
Résultat de l'exercice	4 269	2,04%	3 158	1,56%
autres fonds propres	107 495	51,37%	102 841	50,88%
CAPITAUX PROPRES	111 764	53,41%	105 999	52,44%
Provisions pour risques et charges	3 576	1,71%	17 672	8,74%
Emprunts et dettes financières	12 565	6,00%		
Autres dettes	37 794	18,06%	50 298	24,88%
Avances et acomptes perçus	43 560	20,82%		
DETTES	97 495	46,59%	67 970	33,63%
Comptes de régularisation			28 156	13,93%
TOTAL PASSIF	209 259	100,00%	202 125	100,00%

IMMOBILISATIONS-AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS	Montant début exercice	Augmentations acquisitions	Diminutions cessions	Montant fin de l'exercice
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 946			4 946
Terrains				0
Constructions				0
Installations Techniques	6 720	6 065	4 825	7 960
Installations, agencements.	9 426	7 996	2 299	15 123
Matériel de transport				0
Autres immobilisations corporelles				0
Immobilisations financières	2 013			2 013
Total général	23 105	14 061	7 124	30 042

AMORTISSEMENTS

Fonds commercial	771	2 473		3 244
Autres immobilisations incorporelles				0
Terrains				0
Constructions				0
Installations Techniques	5 490	2 159	4 825	2 823
Installations, agencements.	5 192	1 872	2 299	4 765
Matériel de transport				0
Autres immobilisations corporelles				0
Immobilisations financières				0
Total général	11 452	6 504	7 124	10 833

RELEVÉ DES PROVISIONS

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin de l'exercice
-----------	------------------------------	----------------------------	-------------------------	---------------------------------

Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Prov.dépréciation immobilisations				
Prov.dépréciation stocks et en cours				
Prov.dépréciation clients	17 672	3 576	17 672	3 576
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	17 672	3 576	17 672	3 576

TOTAL GÉNÉRAL	17 672	3 576	17 672	3 576
----------------------	---------------	--------------	---------------	--------------

ÉTAT DES ÉCHÉANCES ET DETTES

ÉTAT DES CRÉANCES	MONTANT BRUT	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
De l'actif immobilisé:			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Total actif immobilisé	0	0	0
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	3 576		3 576
Autres créances clients	57 480	57 480	
Personnel et cptes rattachés			
URSSAF et autres organismes			
État: divers			
Débiteurs divers			
total actif circulant	61 056	57 480	3 576
Charges constatées d'avance			
Total général	61 056	57 480	3 576

ÉTAT DES DETTES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS d'1 AN et 5 AU PLUS	A PLUS DE 5 ANS
Emprunts Ets Crédit à 1 an à l'origine				
Emprunts Ets Crédit à plus d' 1 an à l'origine	12 565	4 947	7 618	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 624	12 624		
Personnel et comptes rattachés	11 974	11 974		
URSSAF et autres organismes sociaux	13 196	13 196		
total dettes	50 360	42 741	7 618	0
Produits constatés d'avance				
Total général	50 360	42 741	7 618	0

CHARGES À PAYER

Montat des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan:	Montant
----------------------------------------------------------------------	---------

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fiscales et sociales

Disponibilités, charges à payer

Autres dettes

TOTAL

0

PRODUITS À RECEVOIR

Montat des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan:	Montant
--------------------------------------------------------------------------	---------

Créances clients et comptes rattachés

Personnel

Organismes sociaux

Divers produits à recevoir

Autres créances

Disponibilités

TOTAL

0

Période:

01/01/2015

31/12/2015

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

RUBRIQUES	CHARGES	PRODUITS
-----------	---------	----------

Charges ou produits d'exploitation		
charges ou produits financiers		
charges ou produits exceptionnels		

TOTAL

0	0
----------	----------

période 01/01/2015 31/12/2015

CHARGES A RÉPARTIR

RUBRIQUES	MONTANT	TAUX Amortissement
-----------	---------	-----------------------

Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler sur plusieurs exercices		

TOTAL